

Rapport annuel sur l'état de la France 2022

Changer de boussole pour dépasser l'urgence et préparer l'avenir

Déclaration du groupe des Non-inscrits

L'année 2022 a fait suite à une période de relance économique de notre pays après deux années d'épidémie COVID aux conséquences lourdes et complexe sur l'ensemble de l'économie.

Malgré le rebond la période demeure pleine d'incertitudes compte tenu des tensions géopolitiques internationales et des nombreux sujets économiques et sociaux actuels ou à venir.

Les incertitudes sur les approvisionnements en énergie ont provoqué une flambée des prix que la guerre en Ukraine et ses conséquences internationales ont accru. La phase de rebond « post-covid » a été stoppée. Ce conflit, dont l'évolution est actuellement imprévisible remet en cause la croissance à court ou moyen terme.

A l'échelle nationale, l'activité des entreprises est mise à mal, les coûts de production croissent, augmentant les risques de ralentissement, voire d'arrêt des productions et des risques de faillite apparaissent.

Tout cela a un impact sur la situation sociale en aggravant les inégalités, détériorant le bien-être et de la santé et créant un climat d'inquiétude élevée. La dégradation de la situation environnementale est aussi un sujet qui ne peut être ignoré.

Le CESE se doit de poser des questions :

- quels objectifs l'action publique doit-elle mettre en place dans ce contexte nouveau et incertain ?
- comment éviter la déstabilisation de l'économie en raison de l'explosion du coût de l'énergie ?
- quelles politiques publiques mettre en place afin d'agir efficacement en tentant de conserver l'activité et le pouvoir d'achat des Français ?

Le rapport très complet et pertinent doit nécessairement nous interroger et surtout interroger les décideurs publics sur les objectifs et l'efficacité des politiques publiques à venir à court et moyen terme.

En effet, il est nécessaire d'agir vite et bien afin de lutter contre la « slowflation » qui pourrait avoir un impact sur les marges de manœuvre à venir.

Ce qui passe également par :

- la régulation des marchés et des frais bancaires qui permettront de relever le pouvoir d'achat des ménages ;
- la maîtrise des prix ;
- le retour à des montants des loyers plus raisonnables ;
- la lutte contre l'évasion fiscale ;
- et toutes autres mesures de bon sens.

La situation peut être résumée dans la formule « *mieux vaut aider l'économie que le chômage* ».

Devant une telle situation, il ne faut jamais oublier qu'en matière d'économie, comme ailleurs, il existe 3 choses importantes à respecter : les hommes, les hommes et les hommes.

Les membres du groupe des non-inscrits ont voté cet avis